

Fédération Syndicale Unitaire Lozère

Espace Jean Jaurès Rue Charles Morel 48000 MENDE
Tél: 04 66 49 15 90 - Courriel : fsu48@fsu.fr - Site : <http://fsu48.fsu.fr/>

Un bilan s'impose

A quelques semaines des vacances d'été, un bilan s'impose.

Dans notre pays, un an après son élection, le «nouveau monde» d'Emmanuel Macron se définit de fait par un pur projet libéral éloigné des valeurs d'égalité, de justice et ne répondant pas aux préoccupations sociales et environnementales. Sous couvert de discours modernistes, des reculs sociaux majeurs se préparent faisant toujours la part belle aux plus fortunés. Dans l'opinion les inquiétudes et les mécontentements grandissent. Les mobilisations sont nombreuses : SNCF, Air France, Fonction publique, les jeunes, les retraités...



Tous ces mouvements, au sein desquels la FSU trouve toute sa place, ont un point commun : la nécessité de préserver et conforter notre modèle social fondé sur des valeurs et principes notamment ceux d'égalité et de solidarité.

En stigmatisant et en focalisant les attaques sur le statut des fonctionnaires, au motif de prétendus «privileges insupportables», **c'est le principe même du service public qui est ciblé par le gouvernement.** Privilégiés et trop nombreux, les fonctionnaires ? Dépassé, rigide, inapproprié leur statut ? Ces affirmations, assénées comme des évidences jamais démontrées, visent encore une fois à justifier de prétendues réformes qui, présentées comme de simples modernisations, minent en fait le statut général des fonctionnaires. Elles manifestent une ignorance délibérée de l'histoire, de la réalité et du rôle de la Fonction publique dans notre société et esquivent le débat sur leurs enjeux en termes de cohésion sociale, de solidarités, de développement économique, d'effectivité des droits, de développement durable. **Si le choix a été fait d'un statut défini par la loi et non le contrat**, c'est fondamentalement que les fonctionnaires ont en charge l'intérêt général lequel ne peut se réduire à une somme d'intérêts particuliers.

.....SUITE,PAGE 2

Dispensé de timbrage
MENDE CT

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

DEPOSE LE 08/06/2018



La Fonction Publique: Une idée d'avenir

Pétition en ligne sur le site de la FSU48
<http://fsu48.fsu.fr/>

Pas touche aux CAP et CHSCT

Pétition en ligne sur le site de la FSU48
<http://fsu48.fsu.fr/>

SOMMAIRE

- P 2 Un bilan s'impose (Suite)
- P 3 Formation Professionnelle
Le Co-Menteur des Crôa-Yans
- P 4 Retraités, 14 Juin

La Fonction publique est une construction rationnelle qui répond aux besoins des services publics et aux principes qui les régissent : l'égalité, la continuité, l'adaptabilité, la laïcité. Elle repose sur un certain nombre de principes liés aux fondements de notre démocratie: le principe d'égalité qui se traduit notamment dans le recrutement par concours, le principe d'indépendance avec la séparation du grade et de l'emploi qui constitue une garantie fondamentale aussi bien pour le fonctionnaire - qui est ainsi protégé des pressions locales ou des tentatives de faire prévaloir des intérêts particuliers - que pour l'utilisateur, pour qui sont ainsi assurées les conditions d'une égalité de traitement et d'une pérennité de l'action publique ; le principe de responsabilité qui rend le fonctionnaire responsable de son action et l'oblige à en rendre compte. **La FSU réaffirme son attachement au Service public** qui permet d'assurer, en dehors des règles du marché et de la concurrence, l'accès de chacun à des services essentiels, de garantir collectivement des droits dans le respect de l'intérêt général.

La FSU estime que les mesures que s'appête à prendre le gouvernement pour l'avenir de la **Fonction publique et de ses agents seraient des régressions majeures**. La FSU défend l'existence et le renforcement du rôle des CHSCT et s'oppose à la diminution annoncée des prérogatives des CAP que le gouvernement envisage de limiter. En effet, elles ne seraient plus consultées sur les projets de mouvement des personnels, l'établissement des listes d'aptitude et des tableaux d'avancement annuels nominatifs, certaines sanctions disciplinaires... Cela donnerait davantage de marge de manœuvre aux chefs de service et d'établissement. **Dans ce contexte, la FSU**

Lozère appelle tous les agents à signer et faire signer les deux pétitions que vous trouverez en ligne sur notre site.

Le gouvernement envisage **pour les retraités** le passage d'un régime par annuités à un régime par points. Cette transformation aurait pour principale conséquence d'individualiser les droits en faisant disparaître les références collectives à un âge de départ ou à une durée de cotisation. Chaque individu serait renvoyé à sa responsabilité individuelle pour construire sa retraite. En l'absence de financement supplémentaire et vu les objectifs affichés de baisse de la part du PIB consacrée aux retraités alors même que la part des personnes de plus de 60 ans augmente dans la population, cela entraînerait aussi la baisse des pensions des retraités actuels et futurs. Dans ce contexte, **la FSU avec les organisations syndicales et les associations de retraités du groupe des 9 appelle à une nouvelle journée de mobilisation des retraités le 14 juin et appelle à signer la pétition nationale** (voir page 4).

Réforme du bac, du lycée général et technologique, de l'enseignement professionnel, loi sur l'orientation et la réussite des étudiants, plan licence, retour aux fondamentaux et à la méthode syllabique... un an après son arrivée au gouvernement, **le Ministre de l'Éducation** avance rapidement et en contradiction avec le projet éducatif que défend la FSU. Il tente de mettre sous tutelle les pratiques enseignantes par l'instrumentalisation d'évaluations nationales. **C'est nier la professionnalité des enseignants et l'exercice de la liberté pédagogique**. La réussite de tous nécessite également un budget à la hauteur de cette ambition. Ce n'est pas le chemin que prend le gouvernement. Le projet de réforme de la voie

professionnelle poursuit l'objectif de transférer la formation initiale vers les branches professionnelles et le patronat. La réduction du temps scolaire, les attaques contre les disciplines générales et la déprofessionnalisation des filières vont fortement fragiliser la qualité de la formation des jeunes. Les régions réclament clairement le pilotage de l'ONISEP et des CIO. Les modalités de collecte et d'affectation de la nouvelle contribution additionnelle, qui remplace la part de la taxe d'apprentissage affectée aux LP, risquent de fortement fragiliser les filières professionnelles publiques. Les premiers résultats de Parcoursup sont catastrophiques car ils laissent plus de la moitié des jeunes sans réponses, en particulier dans les classes populaires. **La FSU revendique l'accès de tous les bacheliers à l'université par un système d'affectation plus juste et plus transparent. L'ensemble de ces réformes scolaires et universitaires vont dans le sens d'une plus grande sélection, et à rebours de la mixité et de la démocratisation scolaire défendue par la FSU.**

Les semaines et les mois à venir vont être des mois de combats pour assurer un rapport de force de haut niveau pour faire reculer ce gouvernement dans ses projets destructeurs. Le temps des vacances estivales sera le bienvenu pour reprendre le souffle et pour se préparer à une automne actif avec en point de mire des élections professionnelles qui permettront aux agents d'exprimer un vote en faveur du syndicalisme de transformation sociale, de luttes et de propositions porté par la FSU.

Bonnes vacances à tous.

Le Secrétariat départemental de la FSU Lozère

La FSU Lozère, c'est ... (Episode 3)

SNUITAM Syndicat National Unitaire Interministériel des Territoires, de l'Agriculture et de la Mer,

Fondé en mars 2012, syndiquant les personnels des ministères de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (MEEM), du Loge-

ment et de l'Habitat durable (MLHD), de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF), de l'Intérieur et des directions départementales interministérielles (DDI). Le SNUITAM est issu de la fusion en mars 2012 du syndicat unitaire des personnels de l'équipement (SPEQUIP), du syndicat national autonome des personnels de l'administration chargée

de la mer (SNAMER) et du syndicat général du ministère de l'agriculture (SYGMA).

Le SNUP FSU-Intérieur, qui syndicalise les personnels du ministère de l'Intérieur, a rejoint le SNUITAM en octobre 2015.

Le SNUITAM est affilié à la FSU depuis sa création.

Le Ministre de l'Éducation Nationale offre le Bac Pro aux entreprises

Le projet de Jean-Michel Blanquer suit à la lettre le rapport de la députée Céline Calvez et du chef étoilé Régis Marcon. Le ministre de l'Éducation a présenté le 28 mai sa réforme du bac professionnel. Au nom de l'attractivité et de l'insertion, élèves et filières seront livrés au patronat.

Le discours est volontariste, le ministre rappelant que l'enseignement professionnel constitue sa « deuxième priorité » après le primaire. Voici donc venu le temps de la « concrétisation » pour les 665 000 élèves des filières professionnelles, martèle Jean-Michel Blanquer. Selon le chemin tracé fin février par le rapport de la députée Céline Calvez (LREM) et du chef étoilé Régis Marcon, il va s'agir de « donner au lycée professionnel l'attractivité et le prestige qu'il mérite », de le positionner « à la pointe de l'offre de formation », au moment

où « nous vivons des révolutions uniques dans l'histoire de l'humanité, avec la double transition, numérique et environnementale ». En repoussant la spécialisation en classe de 1ère (la classe de 2nde Pro sera plus généraliste) et en introduisant l'apprentissage (confié aux entreprises) dans les lycées, le risque est grand de permettre ainsi aux entreprises de s'intéresser uniquement aux meilleurs élèves pour les diriger vers l'apprentissage.

Stéphane BARNINI

Stage Syndical
FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE
Jeudi 14 Juin
CFA Agricole– Marvejols

LE CO-MENTEUR DES CRÔA-YANS

Vers la fin de la Vème dynastie, dans un temps de grands tumultes, survint un monarque couronné par la déesse **Com** sous le nom de Jupiter. Il s'agit du roi **EM**, ce qui dans le langage du Monde d'Après (**LMA**) signifie "*En Même temps*". Le septième mois de son règne ce monarque décida de s'attribuer le titre de Co-menteur des Crôa-yans, titre apparu il y a très très longtemps, bien avant Crô-magnon, on ne sait pas où mais de là il se diffusa presque partout.

On ignore aussi sa signification exacte. Certains ont tenté un rapprochement avec des formulations semblables dans d'autres civilisations, mais cette hypothèse n'a pas été validée jusqu'ici.

Dans **LMA** (Le Monde d'Avant) l'institution de Co-menteur des Crôa-yans¹, et le titre qui l'accompagne, avaient été supprimée en 1905 par une loi¹ de la IIIème dynastie décadente.

Il est important de noter que c'est justement à ce moment là que **LMA** est devenu **LMA** (le monde d'après), c'est-à-dire celui qui est aujourd'hui le monde d'avant (j'en vois au fond qui ne suivent pas).

Dans Le Monde d'Après, celui de maintenant pas celui d'avant, la restauration de cette institution constitue une pièce importante de la modernisation dynastique. De très bons spécialistes de **LMA** pensent même qu'elle peut être le prélude à la signature d'un **new Com-cordate**.

DB
Dessin JC



NDLR

*Il faut rire de tout.
Ce pourquoi la FSU a choisi
de traiter avec le sourire
les frasques d'EM, sourire
gentiment anticlérical,
d'un anticléricalisme ouvert
cela va de soi...
Ceci n'enlève rien
à la gravité du propos,
celui d'un Président
de la République qui choisit
ostensiblement de s'asseoir
sur le préambule de la
constitution.
Nous aurons sans doute
à en reparler, avec le risque
que cela se perde dans une
actualité aussi
tourbillonnante
qu'inquiétante.*

*En attendant c'est l'Evêque
de Gap qui s'insurge contre
la manière dont son traités
les migrants, et il n'est pas
le seul dans son Eglise.
Pas sur que Macron
et Collonb aient solidement
« resserré le lien... »*



M. Macron et son gouvernement continuent, les retraités et les retraitées aussi.

Journée nationale de manifestations décentralisées jeudi 14 juin.

Exigeons que le gouvernement et le parlement prennent, sans attendre, l'initiative d'une loi de finances rectificative qui :

- annule la hausse de la CSG pour tous,
- mette fin au gel des pensions
- décide de leur revalorisation

Le Président de la République nous dit qu'il ne prend pas les retraités « pour un portefeuille », mais il les prend bien pour un porte-monnaie ... dans lequel il tape pour aller grossir les portefeuilles d'une minorité privilégiée.

Nom Prénom	Ville	Signature

Les pétitions seront remises aux parlementaires et au gouvernement.

Du fait de la journée occitane qui occupera le foirail

RDV à Mende à 10 h 30 Place Urbain V

APRES LES RETRAITES LES AIDES SOCIALES : IL FAUT FINANCER LES CADEAUX FISCAUX !

VOUS AVEZ AIME

- La loi travail, l'augmentation de la CSG des retraités

VOUS AVEZ ADORE

- La suppression de l'ISF, celle de l'exit tax

VOUS SUIVEZ AVEC PASSION (*rayez la mention inutile*)

- Le match « David Macron contre Goliath SNCF »
- Le match truqué « Jupiter contre statut des cheminots »

NE MANQUEZ PAS LA SORTIE DE LA RETRAITE PAR POINTS DANS LAQUELLE

- Un système collectif et solidaire est remplacé par une épargne individuelle
- Disparaît le code des pensions qui définit la retraite du fonctionnaire comme salaire continué

REPETITIONS EN JUIN, AVANT PREMIERE A LA RENTREE !

SPECTACLE POUR TOUS

- **Actifs et retraités**
- **Fonctionnaires et non fonctionnaires**